**De l’économie d’endettement à l’économie de marché**

Jusqu’à la fin des années 70, la majorité des économies pouvaient être définies comme “des économies d’endettement” puisqu’elles étaient financées essentiellement par des financements “intermédiés”(par l’intermédiaire des banques).

Une économie d’endettement

**L’inconvénient majeur de l’économie d’endettement** était d’avoir été inflationniste : en effet, pour financer les investissements, la capacité d’épargne nationale a longtemps été insuffisante en France par exemple. L’endettement auprès du système bancaire a permis de la combler. Cela a entraîné deux conséquences :

– d’une part, les entreprises, pour rembourser leurs dettes et pour payer leurs frais financiers, ont eu tendance à augmenter leurs prix

– d’autre part, le financement du logement s’est opéré, en partie, par une création de monnaie encouragée par l’État (accord de prêts à taux préférentiels), d’où un gonflement de la masse monétaire tendant à peser sur les prix.

Cependant, ce **recours à l’inflation** a eu au moins une conséquence heureuse : en allégeant le poids des dettes à rembourser, il a encouragé l’investissement, payé en quelque sorte grâce à l’inflation.

Mais l’inflation a des effets pervers sur la balance des échanges extérieurs, puisqu’elle provoque une baisse de la **demande externe** (baisse des exportations).

De plus, l’inflation a tendance spontanément à s’accélérer : d’un rythme de 4 à 5% dans les années 60, elle passe à un rythme de 10 à 13,5 % au cours de la décennie 70.

Il devenait difficile d’organiser la production sur des périodes longues avec une monnaie qui perdait de sa valeur de façon accélérée.

En 1979, à Tokyo, lors d’une réunion du G7 (les 7 pays les plus riches de la planète), sous l’impulsion américaine, la **désinflation** est devenue l’objectif premier de la politique économique des pays capitalistes industrialisés.

**Vers une économie de marché financier**

Le développement du marché financier et la hausse des profits permettent aux entreprises de recourir davantage à l’autofinancement et à l’émission d’actions et d’obligations.

Au cours des années 80, la vie des entreprises a été marquée par une nette amélioration de leur situation financière : les bénéfices se sont redressés. La politique de la monnaie forte consolidait les échanges des entreprises avec l’extérieur.

Leur excellente situation financière leur permit de se désendetter, d’autofinancer une partie de plus en plus grande de leurs investissements et aussi d’accroître leurs placements financiers.

A partir de 85, le recours à la Bourse pour compléter leur autofinancement l’emporte sur les emprunts à la Banque. Le financement dit “désintermédié”(sans intervention bancaire) grossit au fil des ans : le volume des actions et participations a quadruplé en dix ans.

**Une meilleure efficacité du système financier certes, mais aussi une plus grande vulnérabilité**

**Efficacité** : le système financier français est désormais plus concurrentiel, plus souple et accessible, avec une réserve concernant les PME qui ne profitent pas beaucoup de cette “marchéisation”(fait de développer le financement par l’accès au marché) puisque très peu d’entre elles(environ 1%) peuvent accéder au marché des capitaux.

**Vulnérabilité** : le risque principal était assuré auparavant par les banques ; dans le système actuel, ce sont les entreprises qui l’assument ? les banques ne peuvent plus amortir les chocs économiques et financiers.

**Risque majeur** : des effets économiques amplifiés à la suite de variations brutales des cours des valeurs mobilières sont à redouter.

**Causes** :

– les *agents non financiers* n’évaluent pas toujours les risques d’un financement avec la même prudence que les banques

– dans un *marché unifié*(les capitaux circulent sans contrainte), tous les compartiments communiquent, ce qui favorise la propagation des déséquilibres

– le *manque de fonds propres* des banques françaises (handicap traditionnel) se double aujourd’hui d’une inquiétante dégradation de leurs résultats (les entreprises faisant davantage appel au marché financier lorsqu’elles ont besoin de fonds) ce qui les amène à s’engager sur des opérations de plus en plus risquées.